

DP

# DOMAINE PUBLIC

**Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse**

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

*En continu, avec liens et commentaires, sur [domainepublic.ch](http://domainepublic.ch)*

DP2214

Edition du  
20 août 2018

DANS CE NUMÉRO

---

**Vive les seuils de représentation des sexes** (Yvette Jaggi)

Droit des SA: gros débat idéologique sur des mesures aussi nécessaires qu'inoffensives

**Vaccins et médicaments: intérêts privés et santé publique** (Jean-Daniel Delley)

Comment remédier au manque de transparence des pharmas et brider leur toute-puissance

**La stratégie immobilière des Transports publics fribourgeois** (Michel Rey)

Une stratégie ambitieuse et consensuelle, mais qui manque d'objectifs en matière de logements à loyer modéré

**L'écrivain vaudois Etienne Barilier signe un remarquable roman historique**

(Pierre Jeanneret)

Etienne Barilier, «Dans Khartoum assiégée», Paris, Phébus, 2018, 476 pages

**Expresso**

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

# Vive les seuils de représentation des sexes

Droit des SA: gros débat idéologique sur des mesures aussi nécessaires qu'inoffensives

Yvette Jaggi - 13 août 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33515>

En Suisse, la [chasse aux administratrices](#) est ouverte depuis à peine deux ans. En novembre 2016, le Conseil fédéral publiait son [Message](#) sur la révision du droit de la société anonyme (SA) et proposait, malgré de fortes oppositions en procédure de consultation, d'introduire l'obligation, à terme, d'avoir une proportion minimale de femmes dans les conseils d'administration et les organes dirigeants des grandes entreprises cotées en bourse.

Les quotas de femmes, même pudiquement rebaptisés «*seuils de représentation des sexes*», ont toujours suscité l'ire des organisations économiques et patronales. Elles y voient une inadmissible atteinte au principe de la liberté économique et une ingérence tout aussi intolérable de la part de l'Etat dans les affaires des employeurs.

## L'UDC plus ultra que les patrons

Préférant prévenir plutôt que d'avoir à obéir, l'Union patronale suisse (UPS) ouvre en 2015 un dossier [Femmes dans les conseils d'administration](#). On y trouve divers documents utiles:

- une [liste de 400 femmes](#), dont la moitié siégeaient en 2015 déjà dans le

conseil d'administration d'une ou de plusieurs sociétés cotées en bourse ou d'une des cent plus grandes entreprises de Suisse - et dont l'autre moitié avaient, CV à l'appui, la formation et l'expérience utiles pour devenir administratrices (2015);

- un [Code de conduite](#) à l'intention des cabinets de conseil en ressources humaines en vue d'accroître la proportion de femmes dans les conseils d'administration (2016);
- un recueil de [10 conseils pratiques qui ont fait leurs preuves](#) (2017).

Ce matériel fournit l'argumentaire sur lequel la conseillère nationale [Natalie Rickli](#) (UDC/ZH) fonde son refus catégorique des quotas: pourquoi les appliquer seulement aux sociétés cotées en bourse alors que les PME constituent le tissu de l'économie suisse? Doit-on comprendre que les femmes ne peuvent se réaliser qu'au sein d'un conseil d'administration ou au sommet des instances directoriales? Comment admettre l'institution de ces proportions qui contreviennent à l'autonomie de décision de l'employeur?

Situé à ce niveau, le débat paraît faussé d'entrée. Mais les

quotas, forts d'une solide [base constitutionnelle](#), ne se laissent pas piéger dans les catégories idéologiques. De quoi déconcerter le patron des patrons suisses, Valentin Vogt. Le président de l'UPS s'étonne de voir la commission des affaires juridiques du Conseil national entrer en matière et «*reçoit comme une gifle*» le fait qu'«*une commission parlementaire à majorité bourgeoise ait pu donner son aval à un tel projet d'ingérence étatique*». Surprise et rancœur partagées par Natalie Rickli qui remonte à la source: «*Comment se peut-il qu'une telle revendication soit cautionnée par un Conseil fédéral à majorité bourgeoise?*»

Les opposants reprennent confiance quand, le 14 juin dernier, le Conseil national adopte les «*seuils de représentation des sexes*» par le [score ultraserré](#) de 95 à 94, avec 3 abstentions et 8 non participants au vote. Leur soulagement dure à peine deux semaines puisque, le 28 juin, la commission du Conseil des Etats s'aligne sur le Conseil national, ce qui laisse présager une adoption par la Chambre des cantons. L'UPS se fend à nouveau d'un [communiqué désappointé](#) sur «*les quotas de femmes maintenus*».

Au Conseil national, l'UDC a voté en bloc contre les quotas, à l'unique exception de la

Vaudoise Alice Glauser qui s'est abstenue. Si le fameux article 734f du CO devait passer le cap de la votation finale, l'UDC annonce le lancement d'un référendum. Pour un article qui ne lui convient pas, ce parti n'hésite pas à mettre en danger les quelque 150 autres dûment révisés dans le sens d'une actualisation du droit de la SA.

## Objectifs et réalités

Comme si les dispositions visées n'avaient pas le caractère «*inoffensif*» plaidé par la conseillère fédérale [Simonetta Sommaruga](#), qui met en évidence à la fois la nécessité d'une transparence accrue et la modestie des mesures prévues. Car les seuils de représentation adoptés s'établissent à 30% pour les conseils d'administration des sociétés cotées réalisant un chiffre d'affaires d'au moins 40 millions de francs et occupant plus de 250 collaborateurs et à 20% pour leur direction. Estimation officielle: 210 sociétés concernées. Délai de réalisation: cinq ans dès l'entrée en vigueur de la loi pour le conseil d'administration, dix ans pour la direction. Sanction en cas de non application: aucune, tout juste l'obligation d'expliquer, dans le rapport annuel de rémunération, pourquoi ce modeste pourcentage du sexe minoritaire n'a pas pu être atteint.

En réalité, les études disponibles montrent que la proportion de femmes dans les instances supérieures des

entreprises augmente depuis quelques années. En 2017, selon un rapport du consultant [Guido Schilling](#), on a même enregistré un [niveau record](#) – tout en restant modeste par rapport à l'étranger. Constat analogue dans le [Business-Monitor](#), qui a analysé la répartition hommes-femmes au sein de la direction de 900'000 entreprises suisses, dans les années 2008 à 2018.

Même si les femmes représentent 21% des nouveaux membres élus dans les conseils d'administration, elles forment au total seulement 17% des effectifs et sont moins de 9% à occuper le siège présidentiel. Quant aux positions directoriales, elles restent l'apanage des hommes qui en cèdent moins d'une sur dix à des femmes dans les plus grandes sociétés de Suisse, mais plus d'une sur cinq dans l'ensemble des entreprises, PME comprises.

Avec de tels pourcentages, la Suisse ne fait pas bonne figure au plan international. Selon [la multinationale EY](#), représentée dans notre pays par la société d'audit et de conseil Ernst & Young, la Suisse accuse un net retard en matière de présence des femmes dans les conseils d'administration et à la direction des entreprises, par rapport aux pays scandinaves, à la Lettonie, à la Bulgarie et à la Slovaquie.

Pour améliorer notablement la situation, il faudrait surmonter une contradiction particulièrement manifeste en Suisse. D'une part, les femmes

qui ont une expérience de fonction décisionnelle dans une ou plusieurs entreprises constituent un réservoir d'administratrices particulièrement recherchées. Mais d'autre part, ces fonctions s'exercent en général à plein temps alors que, dans l'ensemble, les femmes ne représentent que 29% de la main-d'œuvre travaillant à plus de 90%. Du coup, la chasse aux administratrices s'organise aussi en dehors du bassin naturel de recrutement que devrait représenter le «*bel étage*» des entreprises.

Sur ce marché s'activent, outre les sociétés de conseil spécialisées en ressources humaines, des groupements travaillant sur une base plus collaborative. Exemple le plus connu: le [Cercle des administratrices](#), créé en 2014, dont les buts et prestations semblent adéquats et répondent à une réelle demande.

## La mixité, facteur de meilleure gouvernance

Les partisans des quotas ont non seulement le principe de l'égalité en droit de leur côté, mais peuvent aussi s'appuyer sur l'expérience des connaisseurs du management: tous encouragent la mixité au niveau de responsabilités supérieures comme un facteur de meilleure gouvernance, à la fois plus nuancée et réaliste, de cette société particulière et complexe que constitue l'entreprise de grande dimension.

Et même au niveau plus abstrait des conseils d'administration, des voix différentes sont les bienvenues – et plus faciles à trouver dans la mesure où la plupart de ces conseils requièrent un taux d'occupation inférieur à 50%. Elles peuvent influencer aussi bien sur les comités d'audit et de rémunération que sur les affaires générales. Ce qui n'empêche pas une quinzaine de grandes sociétés suisses d'afficher [moins d'administratrices](#) en 2018 que l'année dernière. Un recul momentané peut-être lié au fait que les femmes s'accrochent [moins longtemps](#) à leur siège: elles quittent leur mandat en moyenne après 4,7 ans, alors que les hommes restent en

moyenne 7,2 ans à leur poste. Les grandes administrations publiques et les entreprises dont le capital est aux mains de collectivités font un effort particulier pour promouvoir la mixité aux plus hauts niveaux, en Suisse comme dans plusieurs pays européens – où l'effort s'appuie sur des quotas inscrits dans la loi depuis plusieurs années (Norvège 2003) ou plus récemment (Allemagne 2016). De fait, le plafond de verre se casse désormais moins difficilement dans le [secteur public et apparenté](#), même dans les entreprises techniques comme l'a vécu [Suzanne Thoma](#), récemment nommée CEO des

Forces motrices bernoises, à l'instar de Jasmin Staiblin, CEO du groupe Alpiq depuis 2013.

Mais le succès durable n'est jamais assuré, même à la tête de deux des cinq entreprises proches de la Confédération, comme le savent bien Suzanne Ruoff (CEO de La Poste) et Monika Ribar (présidente du conseil d'administration des CFF).

Mesures incitatives, les fameux seuils de représentation ne devraient demander un effort que le temps de leur mise en œuvre. Après leur entrée dans les mœurs, ils se perpétueront comme une évidence et, qui sait, verront leur niveau s'élever vers plus d'égalité.

## Vaccins et médicaments: intérêts privés et santé publique

Comment remédier au manque de transparence des pharmas et brider leur toute-puissance

Jean-Daniel Delley - 18 août 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33525>

Pénurie de vaccins, médicaments inefficaces, prix exorbitants, mensonges et corruption, jusqu'à quand laissera-t-on les entreprises pharmaceutiques imposer leur loi, celle du profit?

Au début de l'été, on annonçait une [pénurie](#) de vaccins, notamment pour les enfants en bas âge et contre le tétanos. Cette situation n'a rien d'exceptionnel, elle survient quasiment chaque année. En cause: un marché dominé par deux sociétés – la britannique

GlaxoSmithKline et la multinationale française Sanofi – et une production concentrée dans de grandes unités dont les défaillances peuvent mettre en péril l'approvisionnement.

La Suisse ne fabrique plus de vaccins. Ainsi Novartis s'est désengagée de ce secteur peu rentable ([DP 2061](#)). On observe un même [désintérêt](#) pour le développement de nouveaux antibiotiques dont le traitement, de courte durée, ne garantit pas un volume d'affaires suffisant. Un [mémo](#)

de la banque Goldman Sachs destiné aux investisseurs dans le secteur pharmaceutique l'avoue ouvertement: misez sur des marchés solvables et des maladies qui provoquent durablement de grandes souffrances.

Pas de problème de production par contre quand le marché s'annonce juteux, comme lors de l'épidémie de grippe de 2009. Grâce au [Tamiflu](#), Roche a encaissé des milliards pour un médicament qui ne s'est pas avéré plus efficace que les

produits traditionnels. En cause le laxisme de [Swissmedic](#), l'instance qui autorise et surveille les produits thérapeutiques. Car si les industries pharmaceutiques (ci-après: pharmas) doivent fournir les résultats de leurs études cliniques, elles se gardent bien de transmettre les informations qui pourraient nuire à l'autorisation de leurs produits. Ce qui peut conduire Swissmedic à autoriser des [médicaments inefficaces voire même dangereux](#).

Ces études cliniques, les pharmas suisses les ont largement délocalisées dans des pays émergents, moins regardants sur les normes éthiques qui devraient prévaloir en l'espèce. Public Eye (anciennement Déclaration de Berne) a mené [l'enquête](#) et mis à jour des pratiques inacceptables.

Le manque de transparence caractérise également [la formation du prix des médicaments](#). Les pharmas n'ont pas à dévoiler leurs coûts de recherche ni de développement. Elles peuvent donc impunément surévaluer ces coûts, ce qui leur permet

de fixer des prix garantissant une rentabilité élevée.

### **Modèle d'affaires et pratiques à revoir**

Le modèle d'affaires des pharmas ne s'embarrasse pas trop de considérations éthiques ni du respect du cadre légal. Les procédures judiciaires à répétition et les amendes auxquelles ces entreprises sont condamnées pour corruption et tromperies le prouvent. Tout comme les sommes astronomiques consacrées au [marketing](#), parfois supérieures aux dépenses de recherche, qui peuvent [influencer](#) les prescriptions des médecins.

[Denknetz](#), le réseau de réflexion de la gauche helvétique, a mis en évidence la contradiction entre ce modèle d'affaires qui vise le profit et une politique de santé publique qui promet des soins tout à la fois efficaces et accessibles pour tous. Nous avons exprimé nos doutes quant à la faisabilité d'un service public de la recherche et du développement pharmaceutiques concurrent du secteur privé, tel que suggéré par [Denknetz](#) ([DP](#)

[2172](#)).

Dans l'immédiat, quelques mesures simples devraient permettre de brider la toute puissance des pharmas. Tout d'abord exiger de ces dernières une totale transparence des études cliniques justifiant l'autorisation de leurs produits. Exiger ensuite une même transparence concernant les coûts de recherche et de développement de manière à fixer des prix de vente adaptés à ces coûts. Appliquer de manière plus stricte le droit des brevets afin que la propriété intellectuelle ne puisse plus servir de prétexte à la mise sur le marché de fausses innovations, dans le seul but d'écartier la concurrence.

Vu le volume de leurs exportations et le nombre des emplois qu'elles offrent, les entreprises pharmaceutiques constituent des poids lourds dans l'économie nationale. Elles ont donc l'oreille des autorités politiques. A nous d'exercer les pressions nécessaires pour que ces dernières cessent de privilégier des intérêts économiques au détriment de la santé publique.

# La stratégie immobilière des Transports publics fribourgeois

Une stratégie ambitieuse et consensuelle, mais qui manque d'objectifs en matière de logements à loyer modéré

Michel Rey - 10 août 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33510>

Les CFF ne sont pas la seule entreprise de transports publics active dans l'immobilier ([DP 2213](#)). Dans cette branche, un autre acteur y joue un rôle important: les Transports publics fribourgeois (TPF).

Depuis 2015, les TPF ont pris la forme d'une [holding](#), détenue à 75% par l'Etat de Fribourg, 16% par la Ville de Fribourg et 5% par les CFF. Elle coiffe trois sociétés indépendantes: trafic, infrastructures et immobilier. La filiale TPF Immo a la charge de valoriser le patrimoine foncier de l'entreprise ferroviaire.

Ce patrimoine comporte des bâtiments, dont beaucoup ont peu de valeur, et surtout d'importantes surfaces de terrains à proximité des gares. Propriétés de l'Etat de Fribourg, ils ont été acquis pour les besoins de l'entreprise ferroviaire il y a plusieurs décennies.

Les TPF ont décidé de dynamiser leur réseau ferroviaire. Le [programme](#) comprend la modernisation de 32 gares, l'acquisition de nouveaux matériels roulants, l'introduction de dessertes rapides entre Bulle, Fribourg et Berne. Les TPF sont la première entreprise de transports à avoir expérimenté l'exploitation d'un véhicule

autonome sur le territoire de la commune de Marly. Ce dynamisme doit beaucoup à son directeur, [Vincent Ducrot](#), un ancien directeur des CFF.

Parallèlement à son programme de rénovation des gares, évalué entre 250 et 300 millions de francs, l'entreprise a décidé de valoriser son patrimoine immobilier. Selon son directeur, cette valorisation répond à «*une volonté très claire du conseil d'administration*».

Les principaux projets se situent autour des gares de Bulle, Châtel-St-Denis et Estavayer-le-Lac. Sans oublier la ville de Fribourg, que l'entreprise a quittée pour un vaste projet de [regroupement](#) de ses activités à Givisiez.

En partenariat avec les autorités communales, les TPF ont lancé des projets immobiliers pour un montant d'environ 1,5 milliard de francs, soit 2'200 logements, auxquels il faut ajouter les surfaces commerciales et de bureaux. Les constructions sont en cours et la mise sur le marché est prévue progressivement dès 2019 et jusqu'en 2025.

Cette stratégie fait l'unanimité des acteurs politiques et économiques du canton. A l'inverse de ce que l'on

constate chez les CFF, personne ne demande aux TPF de vendre ses biens-fonds à des acquéreurs privés et ne lui conteste le droit d'être un acteur immobilier. Et pourtant, le gouvernement et le parlement fribourgeois sont largement dominés par les partis de droite.

Le secteur immobilier des TPF serait-il «*la vache à lait*» pour financer la rénovation des gares? Selon son directeur, «*les vases communicants sont interdits*». Mais il ajoute que «*si les TPF sont dans les chiffres noirs, c'est bien grâce à l'immobilier*».

En couplant rénovation des gares et promotion immobilière, les TPF cherchent à augmenter la demande de transports publics, drainer une nouvelle clientèle et améliorer ainsi leur rentabilité. Une stratégie ambitieuse qui s'appuie sur les perspectives de croissance de la population dans le canton. Mais une stratégie qui n'est pas sans risques.

Les 2'200 logements annoncés équivalent à la production cantonale annuelle moyenne de logements de ces dernières années. Construits d'ici 5 ans, cela représentera environ 20% de l'offre annuelle de logements.

TPF immo ne reçoit aucune subvention et ses activités sont menées sur la base de critères usuels du marché. Difficile aujourd'hui d'anticiper les prix de vente ou de location de demain, dans un marché immobilier fribourgeois qui s'essouffle. Il y a là un pari sur l'avenir, qui est loin d'être gagné.

Aucune ambition sociale n'est annoncée dans cette stratégie immobilière sous la forme de mise à disposition de logements à loyer modéré. Sans doute est-ce dû à

l'absence à Fribourg d'une politique du logement tant au niveau cantonal que communal. Sachant que le patrimoine immobilier des TPF a été acquis autrefois à des conditions très avantageuses, les communes concernées par les projets immobiliers devraient exiger qu'ils comprennent une part importante de ce type de logements. Les CFF, eux, viennent d'annoncer qu'un tiers de leurs futurs 10'000 logements seraient offerts à des loyers inférieurs de 20% au prix du marché.

La stratégie de TPF Immo est importante pour la politique d'urbanisation préconisée par le futur plan directeur cantonal. Tous les projets font l'objet de concours d'architecture dans le cadre d'une réflexion à moyen terme visant à densifier les centres en y couplant logements, emplois et services et en y intégrant la mobilité douce. Un exercice mené en partenariat avec des autorités communales peu habituées à ce type d'exercice, dans un canton plus connu pour la dispersion de son habitat.

## L'écrivain vaudois Etienne Barilier signe un remarquable roman historique

Etienne Barilier, «Dans Khartoum assiégée», Paris, Phébus, 2018, 476 pages

Pierre Jeanneret - 08 août 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33499>

Etienne Barilier a déjà derrière lui une œuvre – faite de romans et d'essais – à la fois abondante et discrète. Mais surtout exigeante et de haute qualité, ce qui a valu à l'auteur de nombreux prix littéraires. La peinture et la musique y tiennent une place importante. Avec *Dans Khartoum assiégée*, le lecteur se voit plongé dans un épisode historique à la fois passionnant et tragique, lequel se déroule entre 1882 et 1885.

Nous sommes donc à Khartoum, actuelle capitale du Soudan, au confluent des deux bras du Nil. La ville est alors possession de l'Égypte, mais

celle-ci est déjà sous la férule de l'Empire britannique. Au sud de cette «capitale» poussiéreuse de pisé, où ne s'élèvent que quelques bâtiments officiels en dur, un mouvement religieux islamiste fanatique, mais qui revêt peut-être aussi l'aspect d'une révolte politique contre l'occupant étranger, est en train de naître et de croître rapidement en puissance. Il est conduit par Muhammad al-Mahdi – ce qui signifie «le Bien-Guidé» par Allah. Le personnage est un ascète et un illuminé, persuadé de rétablir la vraie religion. Est-il besoin de dire que l'auteur établit un

lien implicite mais évident avec l'actualité, et particulièrement avec le mouvement Daech?

Gagnant du terrain, et les cœurs d'une partie de la population locale, le prophète autoproclamé assiège bientôt Khartoum. Faut-il évacuer la ville par les bateaux à vapeur naviguant sur le Nil, pendant qu'il est encore temps? Ou au contraire la défendre, en espérant l'arrivée d'une hypothétique armée de secours britannique? C'est le choix que fait le général Charles Gordon.

En réalité, le premier ministre britannique Gladstone veut

abandonner Khartoum à son sort. Ce n'est que sur l'insistance de la reine Victoria et des milieux anti-esclavagistes abolitionnistes qu'une troupe de secours se mettra en marche, mais trop tard. Khartoum est prise en 1885 par les mahdistes. Les militaires anglo-égyptiens, la population européenne et une partie des indigènes sont massacrés. La ville sera reprise en 1898 par le général Kitchener, qui vengera ainsi l'honneur bafoué de l'Empire britannique. Cela, c'est la réalité historique.

Tout en restant fidèle à l'histoire, Etienne Barilier réussit à en faire un roman auquel le lecteur «*croche*» de bout en bout. Cela tient d'abord à la galerie de personnages - en partie réels et en partie fictifs - présents dans son livre.

Le général Gordon d'abord. Il a combattu la grande insurrection populaire et mystique des Taïpings dans la Chine de 1860, participant ainsi activement au sauvetage de la dynastie mandchoue T'sing décadente. De cette guerre, il a gardé le dégoût du pillage du Palais d'Été de Pékin opéré par la soldatesque franco-britannique. Au Soudan, il a tenté d'extirper l'esclavage. Mais au fond, ce protestant, dont la foi profonde

conditionne en partie les actions, n'est-il pas le pendant, l'*alter ego* spirituel du Mahdi? C'est ce que suggère Barilier, sans jamais, par ailleurs, succomber aux tentations du roman à thèse.

Mais il y a aussi l'ancien communalard Pascal Darrel, tirillé entre son athéisme et sa conviction un peu naïve que la révolte du Mahdi est une entreprise de libération du peuple contre le colonialisme. Sa fille Marie, institutrice, qui pendant le siège se dévoue avec une totale abnégation, est peut-être la plus belle figure du livre. Aux côtés de celle-ci, sœur Matilda, une religieuse catholique dont on ne saura jamais le secret qu'elle refoule au fond de son cœur.

Ou encore le personnage sombre du comte Alphonse de Veysieux, marchand d'esclaves, sur le plan sexuel un demi-fou sadique se livrant à des atrocités. Et nombre d'autres personnages, militaires et civils, qui feront preuve de courage ou de couardise. Comme l'écrit Barilier, «*le danger révèle les caractères*». Citons encore le nom de Martin Ludwig Hansal, le consul représentant Sa Majesté impériale et royale austro-hongroise.

Quant à la population locale, elle hésite entre le joug anglo-égyptien et celui, qui se

montrera beaucoup plus cruel, du Mahdi. Les dialogues, où les convictions et la personnalité de tous ces acteurs se révèlent, tiennent une place importante dans le livre. Ils sont surtout de nature politique ou philosophique.

Seul petit reproche que l'on pourrait adresser à l'auteur: doté d'une immense érudition, il ne résiste pas toujours à la tentation de multiplier les allusions littéraires ou culturelles, notamment dans les derniers chapitres. Il est vrai que l'ouvrage, passionnant, peut se lire à deux niveaux: comme un roman d'aventures reposant sur une base historique solide, ou comme une réflexion sur la religion, le fanatisme, la guerre, la cruauté des hommes, le «*choc des cultures*».

Le roman vaut aussi par l'humour, voire l'ironie de l'auteur dans les propos qu'il met dans la bouche de ses personnages. Enfin, on sera sensible aux évocations très réussies de la ville de Khartoum assiégée et de plus en plus en proie à la famine, des deux bras du Nil, du désert, de la brousse où les esclavagistes vont se ravitailler en «*nègres*».

Décidément, ce roman ample, puissant et riche est une grande réussite littéraire!

# Espresso

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

## Logique agricole

Sécheresse et canicule touchent sévèrement les agriculteurs, qui appellent à l'aide les pouvoirs publics. Pourtant le changement climatique ne tombe pas du ciel. Les paysans y contribuent également. Dans le cadre de la politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'agriculture ne remplit pas les objectifs qui lui ont été fixés. Méfiante à l'égard des mesures de protection de l'environnement et confiante dans une UDC qui combat systématiquement ces mesures, va-t-elle enfin prendre conscience de ses intérêts? | *Jean-Daniel Delley - 10.08.2018*

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

## Index des liens

### Vive les seuils de représentation des sexes

<https://www.tagesanzeiger.ch/wirtschaft/standardverwaltungsraetin-dringend-gesucht/story/27061853>

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2017/353.pdf>

<https://www.arbeitgeber.ch/fr/tag/code-de-conduite/>

[https://www.arbeitgeber.ch/files/2014/11/20150421\\_Fokus-Frauen-im-VR.pdf](https://www.arbeitgeber.ch/files/2014/11/20150421_Fokus-Frauen-im-VR.pdf)

<https://www.arbeitgeber.ch/files/2016/11/Code-de-Conduite.pdf>

<https://www.arbeitgeber.ch/files/2017/11/20170920-AGV-Best-Practices-und-Handlungsempfehlungen-final-f.pdf>

<https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=43642#votum58>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#a8>

<https://www.arbeitgeber.ch/fr/marche-du-travail/un-pas-supplementaire-vers-la-presence-de-femmes-dans-les-conseils-dadministration/>

[https://www.parlament.ch/poly/Abstimmung/50/out/vote\\_50\\_17218.pdf](https://www.parlament.ch/poly/Abstimmung/50/out/vote_50_17218.pdf)

<https://www.arbeitgeber.ch/fr/marche-du-travail/les-quotas-de-femmes-maintenus/>

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=43642#votum78>

<https://www.schillingreport.ch/upload/5/4173/schillingreport%202017%20-%20Medienmitteilung.pdf>  
<https://www.letemps.ch/economie/nombre-femmes-conseils-dadministration-atteint-un-record>  
<https://business-monitor.ch/fr/reports/gender-equality-2018>  
<https://www.ey.com/ch/fr/newsroom/news-releases/ey-communique-de-presse-journee-de-la-femme-fr-2016>  
[http://www.cercle-suisse-administratrices.ch/but\\_prestation](http://www.cercle-suisse-administratrices.ch/but_prestation)  
<https://www.handelszeitung.ch/management/so-weiblich-sind-schweizer-verwaltungsrate?>  
<http://www.bilan.ch/economie/femmes-a-peine-conseils-dadministration-suisse>  
<https://www.schillingreport.ch/upload/5/4173/schillingreport%202018.pdf>  
<https://www.handelszeitung.ch/unternehmen/bkw-ceo-thoma-habe-mich-gegen-100-bewerber-durchgesetzt>

### **Vaccins et médicaments: intérêts privés et santé publique**

[https://www.arcinfo.ch/articles/suisse/des-vaccins-qui-font-defaut-771619?from\\_newsletter=1](https://www.arcinfo.ch/articles/suisse/des-vaccins-qui-font-defaut-771619?from_newsletter=1)  
<https://www.domainepublic.ch/articles/26926>  
<http://www.who.int/fr/news-room/detail/07-07-2017-antibiotic-resistant-gonorrhoea-on-the-rise-new-drugs-needed>  
<https://www.infosperber.ch/Artikel/Gesundheit/Goldman-Sachs-Pharma-lohnt-es-sich-Menschen-zu-heilen>  
<http://www.sciencepresse.qc.ca/actualite/2014/04/17/lecons-tamiflu-publier>  
<https://www.swissmedic.ch/swissmedic/fr/home/notre-profil/swissmedic--institut-suisse-des-produits-therapeutiques/conception-directrice.html>  
<https://www.infosperber.ch/Artikel/Gesundheit/Swissmedic-denkt-an-Pharma-nicht-an-Patienten>  
<https://www.publiceye.ch/fr/themes-et-contexte/sante/essais-cliniques/recherches-sur-les-essais-cliniques/>  
<https://www.publiceye.ch/fr/themes-et-contexte/sante/brevets-et-acces-aux-medicaments/les-pharmas-suisse-et-leur-modele-daffaires/>  
<https://www.srf.ch/news/wirtschaft/tricks-der-pharmaindustrie-pharmakonzerne-investieren-mehr-in-marketing-als-in-forschung>  
<https://www.infosperber.ch/Artikel/Gesundheit/Verhaltenskodex-Korruption-Alibiubung-von-Pharma-und-Arzten>  
<http://www.denknetz-online.ch/toxic-pharma>  
<https://www.domainepublic.ch/articles/31791>

### **La stratégie immobilière des Transports publics fribourgeois**

<https://www.domainepublic.ch/articles/33463>  
<http://www.tpf.ch/organisation>  
<http://www.tpf.ch/vue-generale>  
<https://www.laliberte.ch/news/regions/canton/l-homme-qui-carbure-aux-defis-geants-275251>  
<https://www.givisiez-ensemble.ch/fr/project>

### **L'écrivain vaudois Etienne Barilier signe un remarquable roman historique**

<http://www.editionsphebus.fr/dans-khartoum-assiegee-etienne-barilier-9782752911308>

### **Espresso**